

# « Familles d'accueil, hôtels sociaux : le nouveau scandale des enfants placés », sur M6 : « Zone interdite » épingle de nouveau l'aide sociale à l'enfance

Sans s'embarrasser de nuances, une enquête revient, deux ans après, sur les dysfonctionnements de cette politique publique confiée aux départements.



La politique publique de l'aide sociale à l'enfance (ASE) concerne, en France, 308 000 mineurs et 32 160 jeunes majeurs de 18 à 21 ans. M6

indispensable de faire si trash ? La question se pose au visionnage de la dernière enquête sur l'aide sociale à l'enfance (ASE), diffusée dimanche 16 octobre dans l'émission « Zone interdite » sur M6. En près d'une heure et demie, un reportage présente une succession de situations dramatiques vécues par des jeunes et des adultes, tous concernés par la « protection de l'enfance » – qui semble ici porter très mal son nom.

Lire aussi : [L'aide sociale à l'enfance à bout de souffle](#)

Prostitution dans les foyers, maltraitance en famille d'accueil, indifférence des services départementaux... Tous les maux de cette politique publique, qui concerne 308 000 mineurs et 32 160 jeunes majeurs de 18 à 21 ans, sont exposés à gros traits. Dans la lignée des [enquêtes télévisées](#) qui ont, ces dernières années, relevé les nombreuses défaillances du secteur, provoquant même, en 2019, le retour au gouvernement d'[un secrétariat d'Etat à la protection de l'enfance](#).

La caméra (souvent cachée) suit, par exemple, le quotidien sordide de Camille, hébergée dans un hôtel parisien, faute de place en établissement. Sans rien révéler de son parcours, on expose le mal-être de la jeune fille de 15 ans, abrutie par les médicaments et qui trouve refuge dans la nourriture – « *Camille a pris trente kilos en deux mois* », insiste la voix off –, on filme ses crises,

l'impuissance des éducateurs chargés de la surveiller et l'indifférence de sa référente ASE lors d'une de ses rares visites.

## Séquence choc

Autre séquence choc : les images tournées dans un établissement qui accueille des mineures, « *où les jeunes filles sont des proies pour les proxénètes* », prévient la journaliste « infiltrée », témoignage d'une jeune à l'appui. Les professionnelles, désabusées, se contentent de rappeler l'interdiction des fugues de plus de trois jours, sous peine de mettre fin à la prise en charge.

Dans un autre foyer, en Seine-Saint-Denis, où l'équipe de « Zone interdite » avait tourné en 2020, les murs ont été repeints, un parcours santé a été installé dans le jardin et, contrairement à la fois précédente, les jeunes se lèvent tous de bon matin... Mais c'est pour « *faire le chouf* » (la surveillance pour des trafiquants) dans la cité d'à côté, nous apprend vite un éducateur qui n'a de cesse de répéter qu'il n'a, de toute façon, « *rien à leur proposer* ».

Lire aussi : [Enfants en danger, l'embolie des services chargés de leur protection provoque des situations dramatiques](#)

C'est presque avec soulagement que le téléspectateur découvrira Aline, assistante familiale rayonnante et rare lueur d'espoir de cette enquête. Mais c'est pour mieux lui

opposer les dysfonctionnements du recrutement des familles d'accueil, maillons essentiels de la protection de l'enfance. Leur moyenne d'âge avancée, sujet de préoccupation majeure, s'inscrit dans un contexte général de pénurie de professionnels. Le naufrage généralisé dépeint ici ne risque pas de susciter des vocations.